

# **Centre national des Œuvres Universitaires et scolaires**

[60 boulevard du lycée - 92170 Vanves]

## **MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Réalisation d'audits organisationnels et  
fonctionnels dans le réseau des Crous  
(Accord-cadre)**

**Marché passé en Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2  
1° et R. 2161-2 à R. 2161- 5 du Code de la commande publique.**

## TABLE DES MATIERES

1.	Présentation du pouvoir adjudicateur.....	3
1.1.	Régime juridique et organisation des CROUS .....	3
1.2.	Missions des CROUS .....	4
2.	Objet du marché .....	5
3.	Dispositions générales du marché .....	5
3.1.	Forme et allotissement.....	5
3.2.	Durée du marché .....	5
3.3.	Lieu et périmètre d'exécution de l'accord-cadre.....	6
3.4.	Prix de l'accord-cadre .....	6
4.	Dispositions relatives à la passation des marchés subséquents .....	7
4.1.	Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord cadre .....	7
4.2.	Durée des marchés conclus sur la base du présent accord.....	9
4.3.	Obligation de réponse à un marché subséquent.....	9
4.4.	Désistement à un marché subséquent.....	9
5.	Pièces constitutives du marché .....	9
6.	Obligations du Titulaire .....	10
6.1.	Protection de la main d'œuvre .....	10
6.2.	Réparation des dommages .....	10
6.3.	Assurances .....	11
6.4.	Autres obligations.....	11
6.4.1	Obligations relatives à la sous-traitance.....	11
6.4.2	Confidentialité .....	11
7.	Modification du contrat en cours d'exécution .....	12
7.1.	Modifications relatives au titulaire .....	12
7.2.	Modifications des prestations.....	12
8.	Dispositions relatives à l'accord-cadre et à son exécution.....	13
8.1.	Pilotage de l'accord-cadre.....	13
8.1.1	Réunion de lancement de l'accord-cadre .....	13
8.1.2	Réunions de démarrage du marché subséquent .....	13
8.1.3	Autres réunions.....	13
8.2.	Représentations et équipe dédiée.....	14
9.	Dispositions relatives à l'exécution des marchés subséquents.....	15
9.1.	Pilotage des marchés subséquents .....	15
9.1.1	Réunion de démarrage du marché subséquent .....	15
9.1.3	Représentation et équipe dédiée.....	15
9.2.	Résiliation d'un marché subséquent .....	16
9.3.	Litiges et contentieux .....	16
10.	Modalités d'exécution des prestations.....	16
10.1.	Phasage technique des prestations .....	16
10.2.	Délais d'exécution des prestations.....	16
10.2.1	Délais d'exécution.....	16
10.2.2	Planning d'exécution.....	17
11.	Utilisation des résultats.....	17

11.1.	Propriété intellectuelle.....	17
11.2.	Utilisation des résultats .....	17
11.3.	Garanties de la cession de droits .....	17
12.	Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	18
13.	Prix .....	19
13.1.	Nature et contenu des prix .....	19
13.2.	Variation des prix .....	19
14.	Versement de l'avance au titulaire.....	19
15.	Modalités de règlement et de facturation.....	20
15.1.	Modalités de paiement.....	20
15.2.	Périodicité des paiements .....	20
15.3.	Régime et délais de paiements .....	21
15.4.	Intérêts moratoires .....	21
16.	Pénalités.....	21
16.1.	Pénalités de retard .....	21
16.2.	Pénalités liées à la conduite de prestations .....	22
16.3.	Pénalités pour absence à une réunion.....	22
16.4.	Pénalités pour non-réponse à un marché subséquent à une réunion .....	22
16.5.	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité : .....	22
16.6.	Pénalités pour travail dissimulé .....	22
17.	Respect des principes de la République .....	22
18.	Nantissement ou cession de créances .....	23
19.	Résiliation.....	23
20.	Litiges .....	23
21.	Dérogations au CCAG-PI .....	23

## 1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

---

### 1.1. Régime juridique et organisation des CROUS

Le Centre National (Cnous) et les Centres Régionaux des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) ont été créés par la loi du 16 avril 1955 visant à réorganiser les services d'œuvres sociales en faveur des étudiants :

- Au plan national, le Cnous a pour mission d'aider et d'orienter l'action des Centres Régionaux et d'en contrôler la gestion.
- Au plan régional, les Crous assurent la gestion des services propres à satisfaire les besoins des étudiants et à améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants conformément au décret 2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires.

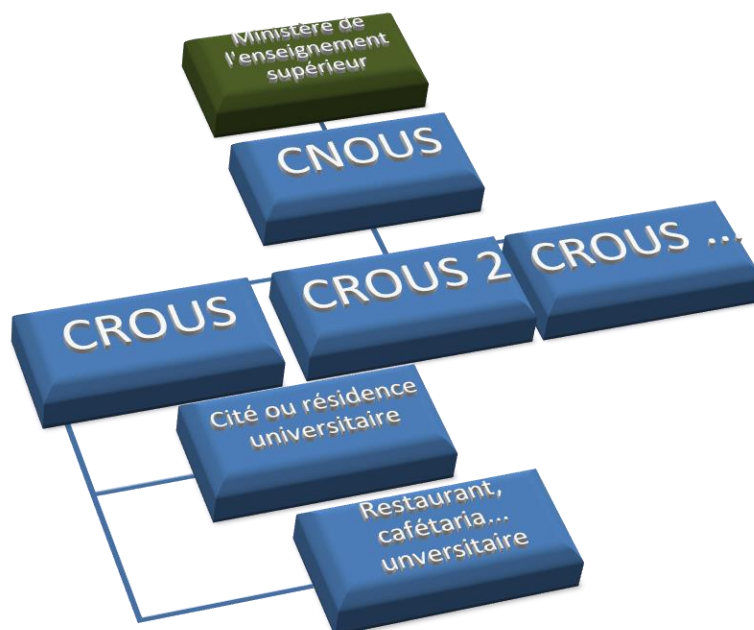
Le réseau des Crous se compose du centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous) et de 26 centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous), tous établissements publics nationaux à caractère administratif, opérateurs de l'Etat. Il est régi par le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires et soumis aux dispositions du décret GBCP.

Les 26 Crous offrent un ensemble de services à l'étudiant pour faciliter son parcours universitaire et favoriser, dans une démarche sociale, l'égalité des chances.

La mission du réseau consiste à améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants au quotidien et à favoriser leur épanouissement et leur parcours vers l'autonomie, à travers l'accompagnement social et financier des étudiants (bourses sur critères sociaux, aides sociales) ; la restauration étudiante ; le logement étudiant ; le développement de la vie de campus, en partenariat avec les universités et autres établissements d'enseignement supérieur.

Leur ambition est d'apporter aux 3 millions d'étudiants les mêmes chances d'accès et de réussite dans l'Enseignement supérieur : recherche d'emplois temporaires, vie de campus, accueil des étudiants étrangers, etc. Ils interviennent en relation avec de nombreux partenaires.

Le Cnous et les 26 Crous sont des établissements publics à caractère administratif dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Ils sont placés sous la tutelle du ministère de l'Enseignement Supérieur. Ils sont administrés par un conseil d'administration composé de représentants de l'administration, de représentants des personnels, d'élus étudiants et de personnalités extérieures.



#### Indicateurs nationaux du réseau

- Nombre d'étudiants : 3 millions ;
- Nombre d'agents : plus 13000 agents ;
- Nombre de boursiers : près de 708 000 boursiers sur l'année universitaire 2024/2025 ;
- Logement : + de 800 résidences/cités et + de 175 000 lits en capacité d'accueil total;
- Restauration : 967 points de vente

**Les chiffres clés sont disponibles dans le rapport d'activité du Cnous : Rapport d'activité 2024 - Site du réseau des Crous**

### 1.2. Missions des CROUS

Les Crous offrent un ensemble de services à l'étudiant pour faciliter son parcours universitaire et favoriser, dans une démarche sociale, l'égalité des chances. Ses missions se répartissent en grands pôles :

- **Les bourses sur critères sociaux** : les Crous assurent la gestion des bourses et autres aides financières accordées aux étudiants. La demande de bourse se fait par le biais de la procédure unique du Dossier social étudiant, procédure en ligne ouverte dès le 15 janvier de chaque année.  
Par ailleurs, les services sociaux des Crous accueillent, informent et aident 180 000 étudiants chaque année, pour répondre aux difficultés qu'ils rencontrent.
- **Le logement universitaire** : les Crous proposent aux étudiants 175 000 logements en résidences universitaires. Ils adaptent leur offre et leurs tarifs à la diversité des besoins étudiants.  
Les Crous facilitent également l'accès des étudiants au logement dans le parc privé.

- **La restauration universitaire** est assurée par plus de 801 structures dont plus de 400 restaurants universitaires. Les Crous modernisent leur offre en proposant, outre une restauration équilibrée à prix social, une alimentation diversifiée et de nouveaux espaces polyvalents. Récemment, les Crous ont développé une offre végétarienne quotidienne. Le repas à tarif social est désormais depuis cette rentrée proposée à 1 euro pour les boursiers et 3,30 euros pour les non boursiers.
- **L'animation des campus et le soutien aux initiatives étudiantes** : l'action culturelle est un secteur important pour les Crous, qui gèrent plus d'une cinquantaine de lieux d'animation culturelle, sportive et artistique : théâtres, salles de concerts, galeries d'expositions.

## 2. OBJET DU MARCHE

---

Le présent marché vise à sélectionner un prestataire expert pour réaliser des missions d'audit flash et de conseil auprès des Directions Générales (DG) des Crous et du Cnous. L'audit est conçu comme un levier de transformation et non comme une simple inspection. Il doit permettre de stimuler des dynamiques collectives et d'identifier des pistes de coopération. Le lieu de la prestation sera indiqué dans le marché subséquent concerné mais l'accord-cadre couvre l'ensemble du Réseau des crous (26 Crous dont deux ultra-marins).

Les prestations portent exclusivement sur les pratiques organisationnelles et fonctionnelles des Directions Générales et des services qui leur sont directement rattachés. *Sont exclus du périmètre les dysfonctionnements purement opérationnels internes à une unité de gestion, sauf s'ils révèlent un défaut de pilotage stratégique.*

Les missions couvrent les domaines suivants :

- Audit organisationnel et RH : Structure des équipes, délégations, processus décisionnels.
- Accompagnement au changement : Fusion de services, évolution des organigrammes.
- Stratégie relationnelle : Dialogue social, positionnement vis-à-vis des partenaires (Recteurs, Collectivités).

Les prestations sont détaillées dans le CCTP.

## 3. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

---

### 3.1. Forme et allotissement

Le marché est passé en Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161- 5 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L 2113-11 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti. En effet, l'objet du marché ne fait pas l'objet de prestations distinctes pouvant être confiées à plusieurs opérateurs économiques.

Il s'agit d'un accord-cadre avec marchés subséquents multi-attributaires, dans la limite de quatre attributaires maximum.

### 3.2. Durée du marché

L'accord cadre débutera effectivement à compter de la notification de son attribution, pour une durée de 24 mois, renouvelable tacitement deux fois 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois.

Les reconductions, si elles ont lieu, se feront de façon tacite. En cas de non-reconduction, le titulaire en sera informé au moins deux mois avant la date anniversaire de commencement de l'accord-cadre. Les reconductions ne pourront être refusées par le titulaire, ni leur absence, faire l'objet d'indemnités.

### 3.3. Lieu et périmètre d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre concerne des prestations pouvant être commandées sur n'importe quel établissement du Réseau des Crous.

Le périmètre d'action du présent accord-cadre porte donc potentiellement sur vingt-six Crous dont la liste figure en annexe du présent document, ainsi que le Cnous.

Compte tenu de la nature des prestations dont certaines peuvent se dérouler à distance, les Titulaires ne sont pas amenés, a priori, à intervenir sur place pour l'intégralité de leurs prestations. Les dispositions propres à chaque besoin seront définies au cas par cas dans les marchés subséquents et dans les offres des Titulaires.

Néanmoins, ils devront veiller à prévoir dans leur organisation de travail un nombre suffisant de déplacements sur site, conformément aux dispositions prévues au CCTP du présent accord-cadre et dans le cahier des charges des marchés subséquents.

La réalisation des prestations à distance ne devra en aucun cas être de nature à freiner ou limiter les échanges et la bonne communication avec les services concernés. Les titulaires devront être à même de prévoir, le cas échéant, des déplacements sur site plus fréquents si le besoin s'en fait sentir.

S'agissant du cas des trois Crous en dehors de la métropole (La Réunion et Mayotte, Antilles-Guyane et Corse) les modalités de remboursements des frais de déplacement, restauration et hébergement seront définies dans le cahier des charges du marché subséquent.

### 3.4. Prix de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à marchés subséquents.

Le prix de chaque marché subséquent est forfaitaire, au regard du cadre financier qui est complété par le Titulaire à l'appui de son offre. Les marchés subséquents pourront comprendre, en tant que de besoin, quelques missions complémentaires traitées à prix unitaires. Dans ce cadre, ces prestations donneront alors lieu à l'émission de bons de commande du Cnous, conformément aux articles R 2162-2 alinéa 2 et 2162-4 1° du Code de la commande publique conformément aux montants minimum et maximum qui auront été définis dans le marché subséquent.

Le montant maximum des prestations unitaires pour l'ensemble des marchés subséquents découlant de l'accord-cadre est établi à 40 000 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre. Ce montant sera réparti entre les différents marchés subséquent en fonction du besoin de la prestation.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations (déplacement, restauration, hébergement...), ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, et les marges bénéficiaires.

**Les prix des marchés subséquents sont fermes et non révisables pour toute leur durée.**

## 4. DISPOSITIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

---

### 4.1. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord cadre

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord cadre seront attribués après remise en concurrence des titulaires du présent accord-cadre.

**Pour le marché subséquent n°1 (MS1), la consultation sera simultanée avec celle pour l'attribution de l'accord-cadre. L'attributaire retenu pour ce premier marché subséquent sera celui, parmi les attributaires retenus, qui aura remis l'offre la mieux-disante au regard des critères prévus dans le règlement de consultation.**

Pour les marchés subséquents suivants, seuls les Titulaires non retenus lors du précédent marché subséquent sont remis en concurrence.

Ci-dessous le détail du fonctionnement de l'attribution des marchés subséquents :

- MS 1 : les 4 titulaires de l'accord-cadre sont mis en concurrence dès leur sélection pour l'accord-cadre ;
- MS 2 : seuls les titulaires de l'accord-cadre non retenus pour le marché subséquent 1 sont mis en concurrence ;
- MS 3 : l'attributaire du marché subséquent 1 et les titulaires de l'accord-cadre non retenus pour le marché subséquent 2 sont mis en concurrence ;
- MS 4 : l'attributaire du marché subséquent 2 et les titulaires de l'accord-cadre non retenus pour le marché subséquent 3 sont mis en concurrence ;

**Dans le cas où seuls deux attributaires se verront attribuer le marché, les dispositions prévues ci-avant ne s'appliquent pas et l'ensemble des attributaires seront consultés à chaque nouveau marché subséquent.**



Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin. Elle se fera dans les conditions précisées dans le règlement de la consultation propre à chaque marché à lancer, et sur la base des critères et sous-critères pondérés suivants :

CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	Pondération
<p><b>Critère 1 : Prix</b> correspond</p> <p>en partie sur le montant total de la DPGF. L'offre la moins-disante obtient la note de 35/35, la note des autres offres est calculée au moyen de la formule suivante  <b>Note =</b>  <math display="block">\frac{35 \times \text{Prix le plus bas}}{\text{Prix du candidat noté}}</math></p> <p>en partie sur le montant total du BPU. L'offre la moins-disante obtient la note de 5/5, la note des autres offres est calculée au moyen de la  <b>Note =</b>  <math display="block">\frac{5 \times \text{Prix le plus bas}}{\text{Prix du candidat noté}}</math></p>	40
<p><b>Critère 2 : Valeur technique</b> Ce critère est jugé à partir du cadre de réponse technique complété par les candidats</p>	60
<p>sous-critère 2.1 Qualité des moyens humains dédiés à la mission et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Composition de l'équipe dédiée (15)</li> <li>• pertinence de la répartition des profils (niveau d'expérience et de qualification des intervenants) selon les phases.(10)</li> </ul>	25
<p>Sous-critère 2.2 : qualité du contenu de l'offre proposée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de travail et descriptif détaillé des actions pour les différentes phases de mission et outils associés (10)</li> <li>• Pertinence de l'identification des pistes de transformation et des leviers d'action mobilisables (10)</li> <li>• Méthode de formulation des pistes de transformation et évaluation de leur implémentation passé 6 mois / 12 mois (5)</li> </ul>	25
<p>Sous critère 2.3 : Délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Planning détaillé faisant apparaître les délais de validation interne ainsi que les garanties apportées au respect des délais prévus</li> </ul>	10

Les titulaires de l'accord-cadre devront déposer une offre à chaque remise en concurrence des marchés fondés sur l'accord-cadre (voir article 4.3 suivant).

#### 4.2. Durée des marchés conclus sur la base du présent accord

La durée indicative sera fixée dans les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre. La conclusion des marchés passés sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre mais leur exécution peut se poursuivre au-delà de celle-ci, et dans une limite de 6 mois, si le marché subséquent a été conclu avant la date de fin de l'accord-cadre.

#### 4.3. Obligation de réponse à un marché subséquent

Chaque Titulaire de l'Accord-cadre a une obligation de réponse à l'ensemble des consultations en vue de la passation d'un marché subséquent, sous peine de pénalités.

Son offre est remise selon les modalités indiquées dans la lettre d'invitation.

#### 4.4. Désistement à un marché subséquent

Le Titulaire de l'Accord-cadre qui ne peut pas soumettre d'offre en informe le Pouvoir Adjudicateur et expose les motifs de sa décision. **Sa décision doit porter sur un motif valable.** Ainsi, ce désistement n'est pas considéré comme une absence de réponse et n'est comptabilisé ni pour l'application des pénalités ni pour l'application des règles d'éviction pour plusieurs absences de réponses. Dans ce cas, le Titulaire doit impérativement motiver son absence d'offre, justifications formelles à l'appui.

- Seront notamment des motivations recevables : l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté du Titulaire, de moyens humains ou matériels et la fermeture pour congés annuels ;

**L'éloignement du Crous concerné par le marché subséquent ne saurait constituer une raison valable pour ne pas répondre.**

Cette information, justification formelle à l'appui, doit parvenir au Pouvoir Adjudicateur, au plus tard à la date limite de remise des offres. Faute de motivation satisfaisante ou dans le cas où cette information ne parviendrait pas dans le délai imparti, le Titulaire de l'Accord-cadre est considéré comme manquant à son obligation de réponse.

### 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière (acte d'engagement)
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses deux annexes : liste des Crous et annexe RGPD;
3. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. *La pièce générale étant réputée connue des entreprises, celle-ci n'est pas matériellement jointe au marché. Ce document est disponible sur le site Internet du MINEFI : <http://www.economie.gouv.fr/daj/textes-regissant-marches-publics>.*
4. Le cahier des clauses techniques particulières
5. Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre
6. Le mémoire technique ou cadre de réponse technique du candidat
7. Toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées par avenant. Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI, la notification implique la remise au titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé. Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...) ni de cahier des clauses particulières. La version de ce dernier qui fait foi est celle conservée par le pouvoir adjudicateur.

## **6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### **6.1. Protection de la main d'œuvre**

Le Titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (Modifié par la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 83), toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premier et troisième alinéas du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

### **6.2. Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause.

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **6.3. Assurances**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **6.4. Autres obligations**

#### **6.4.1 Obligations relatives à la sous-traitance**

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 ainsi que les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de soumissionner;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

#### **6.4.2 Confidentialité**

Le Titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

## 7. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION

---

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

### 7.1. Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire ;
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

### 7.2. Modifications des prestations

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier la masse initiale des prestations, à la hausse ou à la baisse, en cours d'exécution du marché, sur la base d'une proposition financière du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut ainsi ajouter, retirer ou modifier des éléments. En cas de modification des prestations, l'incidence financière sera calculée selon la règle de proportionnalité.

Ces modifications ne devront pas avoir pour effet de changer la nature globale du contrat. Dans le cas contraire, et conformément à l'article L.2195-6 du Code de la commande publique, le marché public pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

A cet égard, le titulaire adressera au Pouvoir adjudicateur le détail des mesures proposées avec leur coût détaillé. Une rencontre sera alors organisée afin de déterminer les mesures qui peuvent être retenue en vue d'une modification des clauses contractuelles et leur impact financier. Un avenant sera alors rédigé et contractualisé.

Enfin, le présent marché peut être modifié en cas de changement d'indice INSEE et dans les cas listés aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique.

## **8. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE ET A SON EXECUTION**

---

### **8.1. Pilotage de l'accord-cadre**

Dans le cadre du suivi de la prestation, un certain nombre de réunions sont prévues entre les Titulaires, le Cnous et les Crous concernés.

Par principe, à l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est rédigé par le Titulaire et transmis au Pouvoir Adjudicateur, les délais qui s'appliquent sont ceux figurant dans les marchés subséquents. Néanmoins, le compte rendu de la réunion de lancement de l'accord-cadre est à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions est faite par le représentant du Titulaire.

**Le prix de ces réunions est inclus dans les prix des marchés subséquents.**

Ces réunions ne sont pas exhaustives.

#### **8.1.1 Réunion de lancement de l'accord-cadre**

A la notification de l'Accord-cadre, une réunion de lancement a lieu, à l'initiative du Cnous avec l'ensemble des Titulaires retenus. Cette réunion peut se tenir soit dans les locaux du Cnous à Vanves, soit par visioconférence.

Cette réunion a notamment pour objet que chacune des Parties puisse se présenter et définir les bases opérationnelles de la relation et échanger sur toute autre question relative à l'Accord-cadre.

L'objet de cette réunion permet notamment de :

- présenter l'organisation du Réseau des Crous et les modalités d'exécution de l'Accord-cadre ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à réaliser ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du Cnous et des Crous envers les Titulaires.

#### **8.1.2 Réunions de démarrage du marché subséquent**

A la notification de chaque marché subséquent, le Cnous organise une réunion de démarrage avec le Titulaire et le Crous bénéficiaire du marché subséquent, conformément aux dispositions du CCTP.

#### **8.1.3 Autres réunions**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de mettre en œuvre au cours de l'exécution de l'Accord-cadre toute réunion qui serait rendue nécessaire pour le suivi et la bonne exécution de l'Accord-cadre ou des marchés subséquents.

Il en informe le Titulaire dans un délai de cinq jours ouvrés en lui indiquant l'ordre du jour et les éléments attendus. Les réunions se tiennent soit dans les locaux du Cnous soit par téléphone ou visioconférence.

## 8.2. Représentations et équipe dédiée

### 8.2.1 Représentation du Pouvoir Adjudicateur

Compte tenu de l'organisation du présent accord-cadre, **le seul Pouvoir Adjudicateur est le Crous et ses représentants**. Les Crous sont les bénéficiaires de l'accord-cadre et ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ni modifier ou contester les clauses du présent accord-cadre.

Le Pouvoir Adjudicateur définit au plus tard lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre, ses représentants ainsi que leur niveau de décision et d'intervention dans le cadre de l'accord-cadre.

### 8.2.2 Représentation des Titulaires

Le Titulaire désigne, lors de la notification de l'Accord-cadre pour le suivi de l'Accord-cadre, un interlocuteur et son binôme, habilités à le représenter auprès du Pouvoir Adjudicateur. Ils ont en charge le pilotage et la coordination des équipes dédiées aux différents marchés subséquents des Bénéficiaires.

Les profils de ces interlocuteurs sont présentés dans l'offre du Titulaire, au stade de l'Accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Pouvoir Adjudicateur pour l'Accord-cadre en cours d'exécution.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le Pouvoir Adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### 8.2.3 Equipe dédiée des Titulaires pour la réalisation des missions

Le Titulaire aura désigné dans le mémoire technique remis à l'appui de son offre initiale les profils qui pourraient composer l'équipe intervenante ainsi qu'un exemple de composition-type d'une équipe intervenante pour la réalisation des prestations attendues. Toutefois la composition proprement dite de l'équipe définitive sera présentée à l'étape du marché subséquent, lors de la remise de l'offre du titulaire.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution de l'Accord-cadre demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du Titulaire.

Dans le cas où ledit personnel est appelé à intervenir dans les locaux du Crous concerné, il doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement qui l'accueille.

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur ainsi que le Crous bénéficiaire de tout changement de personne affectée pour réaliser les prestations.

Dans le cas où cette (ces) personne(s) n'est (ne sont) plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il communique le nom, les titres dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le (ou les) remplaçant(s) proposé(s) par le Titulaire est (sont) considéré(s) comme accepté par le Pouvoir Adjudicateur si celui-ci ne le (les) récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le Pouvoir Adjudicateur récusé le (les) remplaçant(s), le Titulaire dispose d'une semaine pour proposer d'autres remplaçants.

La décision de récusation prise par le Pouvoir Adjudicateur est motivée.

Les avis, propositions et décisions du Pouvoir Adjudicateur sont notifiés par courriel au représentant du Titulaire et au Crous bénéficiaire.

À défaut de proposition d'au moins un remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçant, l'Accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.



Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire. Il lui appartient de mettre en œuvre dans les meilleurs délais un remplacement du personnel manquant sans impacter la qualité des prestations ni leur délai de réalisation.

## **9. DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS**

---

### **9.1. Pilotage des marchés subséquents**

Les réunions évoquées ci-dessous viennent en sus des réunions techniques définies dans le CCTP, lesquelles s'inscrivent dans l'offre du Titulaire ;

#### **9.1.1 Réunion de démarrage du marché subséquent**

Les principaux interlocuteurs identifiés à cette date sont présents à cette réunion.

A la notification de chaque marché subséquent, le Crous organise une réunion de démarrage avec le Titulaire et le service du Crous ou du Crous bénéficiaire du marché subséquent. Cette réunion a pour objet notamment de :

- rappeler le contexte particulier de la demande ;
- présenter les intervenants et leur fonction ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- agréer le mode d'intervention que le Titulaire aura présenté dans son offre

La réunion peut se tenir en présentiel ou en visio-conférence, selon les indications du Pouvoir Adjudicateur.

Le compte-rendu de la réunion est à la charge du Titulaire et doit être soumis pour validation au Pouvoir Adjudicateur dans un délai de 48 heures ouvrées après la réunion. Après validation de celui-ci, le compte-rendu est diffusé à l'ensemble des participants par le Titulaire par voie électronique.

Cette réunion est distincte de la réunion de lancement mentionnée à l'article 8.1.1 du présent document.

#### **9.1.3 Représentation et équipe dédiée**

Pour le Titulaire

Le Titulaire désigne, lors de la notification de chaque marché subséquent, pour le suivi et l'exécution de chaque marché subséquent, un interlocuteur et son binôme, habilités à le représenter auprès du Bénéficiaire et du Pouvoir Adjudicateur. Ils ont également en charge le pilotage et la coordination des équipes dédiées aux différents Crous concernés.

Ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du Titulaire, au stade du marché subséquent, ainsi que l'ensemble de l'équipe dédiée.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le Bénéficiaire de toute modification d'interlocuteur désigné conformément aux dispositions de l'article 8.2.3 du présent document.



Pour les Crous bénéficiaires

Les Crous Bénéficiaires désignent lors de la notification du marché subséquent un représentant, et son binôme, chargé du suivi de l'exécution des prestations.

Le Bénéficiaire notifie toute modification de ses interlocuteurs au Titulaire dans le mois suivant la modification.

## **9.2. Résiliation d'un marché subséquent**

La résiliation d'un marché subséquent peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 36 à 42 du CCAG-PI.

Le Pouvoir Adjudicateur peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation pour faute du marché subséquent à l'égard du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG, notamment en cas de retard avéré et non justifié de la réalisation des prestations, entraînant un préjudice notable dans l'exécution de la mission.

Dans ce cas il motive sa décision.

L'absence de réponse d'un Titulaire à un marché subséquent pour la quatrième fois sans motif recevable entraîne la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire pour tous les marchés subséquents à venir. En cas de marché subséquent en cours avec ce même titulaire, l'exécution de ce dernier n'est pas impactée.

La résiliation d'un marché subséquent n'entraîne pas la résiliation de l'Accord-cadre ni des autres marchés subséquents en cours d'exécution. En revanche, la résiliation pour faute du titulaire d'un marché subséquent entraîne automatiquement son éviction de toutes les mises en concurrence ultérieures dans le cadre de l'accord-cadre.

## **9.3. Litiges et contentieux**

Les marchés subséquents sont régis par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal dont dépend le Pouvoir Adjudicateur au moment du litige.

# **10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

## **10.1. Phasage technique des prestations**

L'ensemble des prestations attendues pour chaque marché subséquent est détaillé dans le cahier des charges du marché subséquent et complété par le Titulaire dans le cadre de son offre. Ce sont les dispositions du marché subséquent qui s'appliquent de façon incontestable.

## **10.2. Délais d'exécution des prestations**

### **10.2.1 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations/de livraison sont définis pour partie au CCTP et pour partie dans les documents du marché subséquent.

Le titulaire s'engage à respecter le phasage de la mission tel qu'il a été défini, en prenant en compte la remise des livrables, ainsi que l'approbation des livrables par le pouvoir adjudicateur.

Le planning définitif est celui contenu dans l'offre du titulaire ajusté, le cas échéant, aux exigences de la mission, dans les conditions définies au CCTP.

Le non-respect de ces délais est susceptible de donner lieu aux pénalités de retards précisées dans l'article 16 du présent CCAP.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI et lorsque le retard d'exécution est imputable au pouvoir adjudicateur, une prolongation du délai d'exécution sera accordée au titulaire sous réserve qu'il en ait fait la demande dans les conditions prévues à l'article 13.3.2 du CCAG-PI.

En cas de dépassement du délai prolongé, des pénalités de retard peuvent être appliquées par le pouvoir adjudicateur.

### 10.2.2 Planning d'exécution

Pour chaque marché subséquent, un planning prévisionnel sera élaboré par le titulaire et joint à sa proposition. Ce planning aura valeur contractuelle et pourra être aménagé au fur et à mesure de la mission, par échange de courriels. En tout état de cause, c'est le Pouvoir Adjudicateur qui valide le planning modifié et ces adaptations se font sous le contrôle et avec l'accord de son représentant. Elles ne peuvent en aucun cas donner lieu à une modification des prix du marché.

## 11. UTILISATION DES RESULTATS

---

### 11.1. Propriété intellectuelle

Les documents qui sont remis au Titulaire sont la propriété du Crous ou acquis par lui de tiers, dans les conditions conformes au Code de la propriété intellectuelle.

### 11.2. Utilisation des résultats

Les parties sont convenues que le pouvoir adjudicateur aura **la propriété pleine et entière** des résultats des prestations, et que le Crous en disposera librement. On entend par résultat, en application de l'article 23 du CCAG-PI, tous éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations défini au présent CCP.

Cette cession des droits patrimoniaux sur les prestations réalisées pour le compte du Crous dans le cadre du présent marché emporte les droits de reproduction, droit de représentation, droit d'adaptation, droit de distribution, droit d'utilisation, droit de diffusion, droit d'édition et le droit de traduction sur tout support matériel ou numérique actuel ou futur, ainsi qu'un droit de représentation par tout procédé actuel ou futur de communication au public et un droit de reprographie.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, sans limitation de durée et pour le monde entier, l'intégralité des droits ou titres de propriété intellectuelle qu'il peut détenir sur les résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement pour l'objet du marché.

Le prix de la cession des droits afférents aux résultats est compris dans le montant des prestations du titulaire.

### 11.3. Garanties de la cession de droits

Le Titulaire garantit expressément :

- qu'il dispose de l'intégralité des droits qu'il cède dans le cadre du présent marché,
- que les droits attachés à l'œuvre n'ont fait l'objet d'aucun contrat de cession exclusive ou partielle au bénéfice d'un tiers,
- que les droits attachés à l'œuvre n'entrent pas dans le cadre d'un droit de préférence que le Titulaire aurait accordé antérieurement à un tiers.

Le Titulaire garantit le Crous contre toutes réclamations, revendications, recours ou actions exercés à son encontre par tout tiers susceptible de revendiquer un droit quelconque sur les droits cédés en application du présent marché, qu'il s'agisse de personnes ayant ou non collaboré ou participé à la réalisation de l'objet du marché.

Le Titulaire informe sans délai le Crous de toute réclamation et de toute procédure contentieuse engagée à son encontre relative aux droits cédés.

Si la jouissance paisible des droits cédés en vertu du présent marché était contestée par un tiers et que cette contestation rendait l'œuvre inutilisable, même partiellement, par le Crous, le Titulaire s'engage, à première demande de cette dernière :

- à rembourser les sommes qui lui ont été versées au titre du présent marché ;
- à indemniser le Crous des frais éventuels de défense qu'elle aura engagés ;
- à indemniser le Crous des conséquences dommageables de la contestation et de l'impossibilité, même partielle, d'utiliser l'œuvre.

Tous les contrats relatifs à la cession des droits intellectuels portant sur des œuvres totalement ou partiellement utilisées pour les prestations objet du présent marché, conclu entre le titulaire et des tiers sont communiqués au Crous par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnés de la description précise de la maquette de l'œuvre correspondante.

Les contrats éventuellement conclus antérieurement à la signature du présent marché sont être communiqués au Crous dans les 15 jours de la notification du marché au titulaire et impérativement une semaine avant toute utilisation des œuvres concernées, sans que cette communication vaille décharge même partielle de la responsabilité du titulaire du marché.

Les contrats qui sont conclus pour les besoins du présent marché sont communiqués au Crous dès leur signature et au plus tard 1 semaine avant toute utilisation des œuvres concernées, sans que cette communication vaille décharge même partielle de la responsabilité du titulaire du marché.

Le prix de la cession est compris dans les prix unitaires du marché figurant au bordereau des prix unitaires. Aucune rémunération complémentaire ne saurait être versée par le Crous ni au titulaire, ni à des tiers au titre de droits intellectuels quelconques.

## **12. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGDP (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché. Il doit aussi suivre les recommandations de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et des institutions européennes.

Le Crous reste propriétaire des données, le Titulaire ne pourra pas en faire un usage autre que l'utilisation strictement inscrite dans les prestations découlant de l'objet du marché. Si le Pouvoir adjudicateur demande la destruction des données, le Titulaire fournira un certificat de destruction totale et intégrale des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché.

La finalité principale du traitement vise à organiser des audits organisationnels et fonctionnels au sein du réseau des Crous.

Le sous-traitant agit pour le compte du responsable du traitement ce qui implique qu'il devra se conformer aux directives et orientations de ce dernier relatives au traitement.

Des sous-finalités peuvent être ajoutées à condition d'être compatible avec la finalité principale.

### **1. Obligations du sous-traitant**

Le sous-traitant s'engage à respecter toutes les obligations incombant au sous-traitant prévues à l'article 28 du RGPD, notamment à :

- Traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) définies dans le cadre du marché

et aux conditions du présent marché, décrites au 1 de l'annexe RGPD du présent marché (au présent Cahier des clauses administratives particulières) ;

- Prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité et l'accès encadré aux données ;
- Ne recourir à un sous-traitant ultérieur qu'après l'autorisation écrite et spécifique du responsable de traitement et dans les conditions décrites au 2 de l'annexe RGPD ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

## 2. Droits de la personne concernée

Les Parties au marché s'engagent à respecter minutieusement les dispositions du Chapitre III du RGPD traitant notamment du droit d'information des personnes concernées et de l'exercice de leurs droits.

## 3. Entraide des Parties

Les Parties au marché s'engagent à s'aider, notamment par l'échange dans les meilleurs délais de toutes les informations relatives à :

- un risque, une tentative de violation ou une violation avérée des données à caractère personnel ;
- la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;

# 13. PRIX

---

## 13.1. Nature et contenu des prix

Le prix appliqué pour l'établissement des factures est le prix forfaitaire porté à l'acte d'engagement des marchés subséquents détaillés dans les devis.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents (déplacement, restauration, hébergement...) ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, et les marges bénéficiaires.

**Un cas particulier est prévu pour les frais de déplacement et d'hébergement des Crous ultra-marins qui feront l'objet de modalités détaillées dans le cahier des charges du marché subséquent. Pour tous les autres Crous, les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement sont inclus dans le prix forfaitaire.**

## 13.2. Variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée de chaque marché subséquent.

# 14. VERSEMENT DE L'AVANCE AU TITULAIRE

---

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Si le Titulaire n'a pas renoncé à l'avance, celle-ci ne lui est due pour les marchés ou les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé de la manière suivante :

- si la durée d'exécution du marché ou du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande ou de l'engagement juridique en cause ;

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 20 %

- si la durée du marché ou du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 10 % de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois.

## **15. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION**

---

### **15.1. Modalités de paiement**

Lorsque le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après contrôle de la facture et émission du service fait.

Depuis le 1er janvier 2020 le dépôt de la facture est obligatoire pour l'ensemble des entreprises françaises travaillant avec l'état. Aussi toute facture qui n'aura pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail Chorus Pro sera réputée non reçue par l'administration et ne pourra donner lieu à une demande d'intérêts moratoires pour défaut de paiement dans le cadre du DGP.

Les factures doivent être envoyées à l'adresse suivante : sur le portail ChorusPro sous forme dématérialisée (PDF ou saisie directe sur Chorus) : <https://Chorus-pro.gouv.fr> .

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la facture électronique doit comporter outre les mentions légales les éléments suivants :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ainsi que le numéro de marché ou de contrat ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- 12° Les livrables attendus le cas échéant ;
- 13° La référence au devis / au BPU / à la DPGF le cas échéant ;
- 14° La révision appliquée le cas échéant.

Renseignements concernant le système Chorus : Siret du Pouvoir adjudicateur : 18004401800026

Les services émetteurs de commandes peuvent indiquer leurs codes de facturation Chorus sur leurs bons de commandes.

### **15.2. Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations, plus particulièrement, le paiement intervient à la réception des livrables signés entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire.

En ce qui concerne les réunions et les formations, le paiement se fera sur le réel exécuté entre distanciel ou présentiel.

### 15.3. Régime et délais de paiements

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2192-12 à R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R 2191-26 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

### 15.4. Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 16. PENALITES

---

Ces pénalités sont, par principe, appliquées par précompte sur les sommes dues au Titulaire. En cas d'impossibilité d'application desdites pénalités lors du mandatement, les pénalités font l'objet d'un titre de recette adressé au Titulaire.

Toutes les infractions sont constatées par le Pouvoir adjudicateur ou tout contrôleur désigné par celui-ci, qui tient lieu d'un unique formalisme pour appliquer les pénalités correspondantes.

Le Pouvoir Adjudicateur a la possibilité de renoncer partiellement ou totalement aux pénalités de retard dues par le titulaire sous réserve toutefois que cet abandon de créance ne puisse être assimilé à un avantage injustifié au sens de l'article 432-14 du code pénal. Cette renonciation peut prendre la forme soit d'un avenant de report des délais d'exécution du marché, soit d'une décision d'exonération partielle ou totale.

Sauf disposition contraire, lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours ouvrés.

Toutes ces pénalités sont cumulables. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### 16.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à respecter le planning définitif des prestations en prenant en compte la remise, les opérations de vérification et l'acceptation des livrables par le pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect des échéances et du calendrier, et notamment en cas de retard dans la livraison des livrables clés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.

Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total HT du marché subséquent.

## **16.2. Pénalités liées à la conduite de prestations**

En cas d'interruption constatée dans l'exécution des prestations (maintien de l'équipe etc.), le titulaire peut encourir des pénalités journalières d'un montant de 50 € par jour ouvré d'interruption.

Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total HT du marché subséquent.

## **16.3. Pénalités pour absence à une réunion**

Une pénalité de 200 € sera appliquée au Titulaire pour toute absence à une réunion prévue par le Pouvoir Adjudicateur ou l'un des Crous bénéficiaires. En cas d'absence dûment justifiée, le Pouvoir Adjudicateur pourra décider de lever l'application de la pénalité.

## **16.4. Pénalités pour non-réponse à un marché subséquent à une réunion**

A compter de la deuxième absence de réponse d'un Titulaire à une mise en concurrence dans le cadre de cet accord-cadre, une pénalité forfaitaire de 200 € sera appliquée au Titulaire.

A compter du quatrième défaut de réponse, l'accord-cadre est susceptible d'être résilié de plein droit, conformément à l'article 9.2.

## **16.5. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :**

Conformément à l'article 14.2 du CCAG PI, le Titulaire encourt, en cas de non-respect de ses obligations en matière de sécurité ou de confidentialité dans le cadre des prestations du présent marché, une pénalité calculée de la façon suivante :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

## **16.6. Pénalités pour travail dissimulé**

Des pénalités peuvent être infligées par les organismes au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 500 € par manquement constaté. L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

# **17. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE**

Conformément aux dispositions de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme. Ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. Le Pouvoir Adjudicateur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire



pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

## **18. NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES**

---

Le Titulaire doit notifier à l'établissement de crédit ou à la société d'affacturage bénéficiaire de la cession, de l'affacturage ou du nantissement de créance, l'adresse comptable chargé du paiement.

## **19. RESILIATION**

---

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou insatisfaisante des prestations par le Titulaire, le Crous peut décider de mettre fin au présent marché sans indemnités.

Cette décision de résiliation ne peut intervenir qu'après mise en demeure restée infructueuse adressée au Titulaire l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Dans tous les autres cas, la résiliation du marché peut être prononcée à tout moment par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI.

Par ailleurs, conformément à l'article 83 de la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013, en cas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code de travail, doit lui enjoindre aussitôt de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

À défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

## **20. LITIGES**

---

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG-PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cergy Pontoise.

## **21. DEROGATIONS AU CCAG-PI**

---

Les articles du présent CCAP dérogent aux articles CCAG-PI sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI
5	4.1
5	4.2.1
16	14.1.3
16	14.1